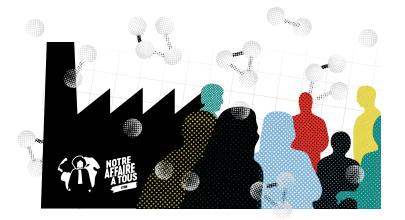
RISQUES ET POLLUTIONS INDUSTRIELLES

MANIFESTE POUR UN INSTITUT ÉCOCITOYEN DANS LA VALLÉE **DE LA CHIMIE**



1. Pour une meilleure connaissance scientifique des pollutions sur notre territoire

Basé sur le modèle de Fos-sur-Mer et des autres Instituts écocitoyens français, l'Institut de la Vallée de la chimie a pour première mission de produire une recherche épidémiologique, encadrée par des acteurs de la santé publique en prenant en compte les besoins du territoire pour développer une connaissance scientifique adaptée aux enjeux. Il doit également s'emparer des expériences et savoirs détenus par les riverain.e.s et salarié.e.s, premier.e.s concerné.e.s des pollutions.

2. Pour un véritable droit à l'information: opérationnaliser une démocratie environnementale locale

L'institut local doit pouvoir traduire les productions scientifiques et juridiques au grand public et informer les citoyen.ne.s des risques liés à leur santé. L'institut doit permettre de relayer rapidement l'ensemble des documents administratifs liés aux risques, non-confidentiels et ainsi de restaurer la confiance entre la société civile et l'administration.

3. Pour une vigie citoyenne: le droit au service de la santé environnementale

L'institut doit devenir un lieu où les citoyen.ne.s peuvent exprimer leurs doutes quant aux pollutions auxquelles iels sont exposé.e.s et demander à l'institut une expertise. L'institut doit devenir une vigie citoyenne capable de suivre les infractions commises par les entreprises et limiter ces risques d'irrégularités pour garantir l'application de la réglementation encadrant ces activités.

4. Un institut par et pour les citoyen·ne·s

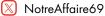
L'Institut doit placer les citoyen.ne.s au cœur de la gouvernance des risques industriels liés à la santé environnementale, et leur permettre de monter en compétences sur ces sujets qui les concernent. Il doit rester à l'écoute des besoins du territoire en concertant toutes les parties prenantes et non seulement les décisionnaires. Son indépendance est la clé de son efficacité.

5. Pour être au plus près des besoins du territoire: un cadre du dialogue territorial et une aide à la prise de décision pour les pouvoirs locaux et l'État

L'institut ne doit pas être seulement une instance de concertation mais doit être un véritable pilier pour les pouvoirs publics, et notamment les collectivités locales. Réunissant toutes les parties prenantes autour de la table, il doit pouvoir produire une réflexion sur les réglementations en vigueur afin de rendre compte des besoins du territoire et doit proposer des rapports incluant recherches scientifiques, juridiques et expérience citoyenne.

Si vous souhaitez solliciter un échange sur le sujet du manifeste, écrivez à : Notre Affaire à Tous - Lyon, lyon@notreaffaireatous.org notreaffaireatous.org/notre-affaire-a-tous-lyon/















Dans le contexte du scandale sanitaire et environnemental des PFAS qui s'étend sur toutes les communes du sud de Lyon et dont les habitant.e.s ont pris connaissance en 2022 seulement, Notre Affaire à Tous - Lyon appelle à la création d'un institut d'étude des risques et pollutions chroniques dans la Vallée de la chimie.

La production de PFAS liée à l'activité industrielle de plusieurs entreprises de la Vallée de la chimie génère des impacts sur la santé humaine et environnementale dont nous prenons tout juste conscience, les informations ayant été mises à disposition du public de manière contrainte, et uniquement à la suite d'une enquête journalistique. C'est la mobilisation citoyenne et associative qui a poussé les pouvoirs publics à agir vite et à produire des données afin de mesurer l'ampleur de la contamination. Depuis 2022, et le début de ces débats autour des « polluants éternels », les riverain.e.s expriment en effet de façon croissante leur besoin de participer à la production de connaissances scientifiques, à la diffusion de l'information sur les risques industriels et sur les pollutions chroniques auxquels iels sont exposé.e.s, et à la gouvernance des dynamiques industrielles. On ne peut pas imaginer que la société civile d'un hot spot européen de la pollution aux PFAS ne soit pas partie prenante des voies à trouver pour sortir de cette impasse sanitaire et environnementale. Les citoyen. ne.s s'organisent mais la mobilisation a un coût qui ne peut être supporté sur le long terme par des riverain.e.s ou des associations bénévoles. Il ne peut être demandé à chaque suspicion de pollution de faire porter le plaidoyer pour leur santé aux seul.e.s citoyen.ne.s, sans structure relai ni cadre institutionnel.

Aujourd'hui, chaque humain.e détient dans son corps plus de 700 produits chimiques différents¹. Environ 10% des cancers en Europe sont liés à la pollution sous diverses formes, selon l'Agence européenne de l'environnement. Il est urgent de repenser notre rapport à l'industrie et à la gestion des risques pour promouvoir une véritable santé environnementale. C'est également une question de justice sociale, les premier.e.s concerné.e.s étant souvent issu.e.s de catégories sociales moins favorisées.

Ensemble, créons un institut écocitoyen pour la Vallée de la chimie

Nous souhaitons, à travers ce manifeste, impulser une vaste réflexion sur le rôle et les fonctions d'un institut écocitoyen local, représentant les différentes parties prenantes sur le territoire et mettant la science à la base des réponses aux préoccupations des citoyen.ne.s. Les recommandations et propositions faites dans ce document s'appuient sur les conclusions des ateliers éco-citoyens que nous avons organisés avec les habitant.e.s du territoire, entre octobre 2022 et mars 2023 à Lyon, à Oullins et Pierre-Bénite. Elles se basent également sur les précieux retours d'expérience de structures similaires développées ailleurs en France. Réunissant chacun une soixantaine de personnes, les trois ateliers citoyens ont permis d'échanger avec les riverain.e.s et divers acteurs locaux quant à leurs préoccupations sanitaires et environnementales liées aux activités industrielles de la Vallée de la chimie. Ces ateliers ont conforté les inquiétudes des riverains relatives au manque de transparence en matière de pollutions industrielles, perçues comme illisibles et inintelligibles. Alors que les dangers pour la santé et l'environnement issus des activités industrielles sont de plus en plus documentés, les riverain.e.s revendiquent légitimement le droit à l'information et à la participation à la gouvernance politique et industrielle des risques locaux. La prise en compte de cette demande est essentielle afin de retrouver le chemin de la confiance et de la transparence entre riverain.e.s, administrations et acteurs privés.

C'est dans cette optique que, depuis mai 2022 et après deux ans de recherches, nous accompagnons avec de nombreux autres partenaires locaux, le mouvement citoyen de mobilisation contre la contamination aux PFAS dans la Vallée de la chimie.

En invitant les différentes parties prenantes, - scientifiques, collectivités locales, riverain.e.s, associations de protection de l'environnement, administrations déconcentrées et entreprises -, à rejoindre un institut écocitoyen local, nous formons le souhait qu'un espace d'échange et de partage d'informations à la fois démocratique et horizontal puisse exister.

Cet institut ne peut être créé unilatéralement. Il doit être le fruit de concertations avec toutes les parties concernées par les pollutions. Notre Affaire à Tous - Lyon est plus que volontaire pour y contribuer activement, par son expertise en matière de droit et de démocratie environnementale, afin de créer une structure à la hauteur des enjeux de santé environnementale au sein du territoire le plus touché de France.

Nous demandons, par une approche renouvelée des sciences, plus participatives, citoyennes et démocratiques, à replacer les citoyen.ne.s au centre de la gouvernance des risques industriels, sanitaires et environnementaux. Cet institut vise à rendre effectif le droit à l'information et à la participation aux décisions environnementales, et donc à favoriser des prises de décisions plus démocratiques quant à l'environnement industriel dans lequel vivent les citoyen.ne.s de la Vallée de la chimie. Par ce manifeste, nous appelons à la création d'un institut éco-citoyen dédié à la santé environnementale dans la Vallée de la chimie.